
ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

**Demandes de renseignements généraux
et de renseignements particuliers**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

#	Table des matières
1.	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2009-2010:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les endroits et dates du départ et du retour; - copie des programmes et rapports de mission; - les personnes rencontrées; - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc); - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; - la copie des rapports de mission; - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés; - la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant; <ul style="list-style-type: none"> . les détails de ces ententes; . les résultats obtenus à ce jour; - les investissements annoncés, le cas échéant.
2.	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.</p>
3.	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011; - les firmes de publicité; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense; - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
4.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
5.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

#	Table des matières
6.	<p>Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du projet; - la nature du projet; - l'échéancier; - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; - les plus récents estimés du coût du projet; - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet; - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant; - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; - nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère.
7.	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - les ordinateurs portables; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i. au Québec; ii. à l'extérieur du Québec.
8.	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents; - les coûts d'acquisition des appareils; - le coût d'utilisation des appareils; - le nom des fournisseurs; - le coût des contrats téléphoniques; - le nombre de minutes utilisées.
9.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...); - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
	<ul style="list-style-type: none"> - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; - le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...); - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années; - le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.
10.	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire de l'espace loué; - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations.
11.	<p>Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2009 à ce jour.</p>
12.	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la prime de départ versée, le cas échéant; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
	<ul style="list-style-type: none"> - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009; - le nombre total d'employés au cabinet; - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</u> et <u>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</u>.
13.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. ministre; ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme concerné ou de la personne; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat.
14.	<p>La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2010-2011 et 2011-2012.</p>
15.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - les prévisions 2011-2012.
16.	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.</p>
17.	<p>Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne; - le poste occupé; - le salaire; - l'assignation initiale; - la date de l'assignation hors structure; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
18.	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'assignation initiale; - l'assignation actuelle; - le salaire; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
19.	Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
20.	Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none"> - les clubs privés ou autres; - les billets de saison, les loges; - etc.
21.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - le coût de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - le responsable du contenu sur le site; - la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
22.	Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée : <ul style="list-style-type: none"> - la liste; - les mandats; - les contrats; - le résultat du travail effectué; - les échéances prévues; - les sommes impliquées.
23.	Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
24.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.
25.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010: <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article); - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
26.	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none">- le coût (déplacements, etc.);- le nombre de ressources affectées;- le nombre de rencontres;- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
27.	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
28.	Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 1

1- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010:

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant (les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour);
- les investissements annoncés, le cas échéant.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 2

2- Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Voyages en avion de la présidente de la Commission de l'équité salariale, dans le cadre de sa tournée provinciale :

Dates du voyage	Itinéraire	Coûts de transport	Coûts des frais de voyage
8-9 octobre 2009	Montréal/Val-D'Or/ Montréal	491 \$	153 \$
30 novembre au 2 décembre 2009	Montréal/Gaspé/ Îles-de-la-Madeleine/ Québec	1 173 \$	452 \$
3-4 février 2010	Montréal/Rouyn/ Montréal	664 \$	207 \$
10-11 février 2010	Québec/Sept-Îles/ Québec	789 \$	219 \$
TOTAL :		3 117 \$	1 031 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 3

3- Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011; - les firmes de publicité; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense; - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire. 			
Firmes de publicité :		Brad Marketing	
Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) :		Contrat négocié	
Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes :		Voir tableau ci-dessous	
Le but visé pour chaque dépense :		1) Pour informer les employeurs 2) Pour informer les travailleuses (voir tableaux ci-dessous)	
Titre	Type	Fournisseur	Coût
1) Pour informer les employeurs			
Articles promotionnels	Promotion	Publicité Cantin Imprimerie Transcontinental	14 742,80 \$
Pochette de presse	Promotion	JB Deschamps	11 786,75 \$
		Ose Design	195,00 \$
Feuille Le respect de la Loi sur l'équité salariale	Promotion	Imprimerie Transcontinental	2 208,00 \$
		Ose Design	750,00 \$
Feuille Le respect de la Loi sur l'équité salariale	Promotion	CopieXpress	1 939,36 \$
Couvertures	Promotion	Imprimerie Transcontinental	10 946,00 \$
Modifications à la Loi sur l'équité salariale	Publicité	Centre des services partagés	441 198,08 \$
		Brad Marketing	40 792,00 \$
Comparer leur travail pour mieux le chiffrer	Publicité	Entreprendre	6 500,00 \$
Comparer leur travail pour mieux le chiffrer	Publicité	Revue Industrie & Commerce	3 510,00 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale**COLLABORATION :** Direction de la planification et du développement**VALIDATION :** Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4A

4A- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Autocars Orléans Express inc.	Quarante (40) billets pré-payés aller simple, Québec-Montréal ou Montréal-Québec	1 288 \$
Autocars Orléans Express inc.	Cinq (5) livrets de 10 billets aller-retour Québec-Montréal	1 645 \$
Centre d'évaluation pour alcooliques et toxicomanes (CÉPAT)	Demande d'expertise médicale	1 930 \$
Corporate Express	Commande de diverses fournitures pour les activités normales des bureaux de Québec et Montréal	2 683 \$
Drake International inc.	Services d'une secrétaire à la réception du bureau de Montréal	2 002 \$
Drake International inc.	Services d'une secrétaire au service des communications du bureau de Québec	12 647 \$
Drake International inc.	Services de deux réceptionnistes au service de formation, conseil et recherche	8 316 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4A

4A- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Inscriptions au colloque « Des leaders en action » pour 2 membres de la Commission	1 250 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme de formation en gestion publique (1 cadre)	2 237 \$
Gestion immobilière Devcorp inc.	Déplacement d'un panneau électrique lors de l'aménagement du bureau de Québec	2 350 \$
Gestion immobilière Devcorp inc.	Préparation de plans et devis pour les travaux de ventilation dus au nouvel aménagement du bureau de Québec	2 950 \$
Groupe C.D.P. inc.	Déménagement d'une employée de Montréal à Québec	3 799 \$
Groupe C.D.P. inc.	Achat de 31 cloisons en tissus, 60 po de largeur X 56 po de hauteur pour le bureau de Montréal	8 605 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4A

4A- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Groupe C.D.P. inc.	Achat de mobilier supplémentaire requis lors du réaménagement des locaux pour l'arrivée de nouveaux employés au bureau de Montréal	15 457 \$
Groupe C.D.P. inc.	Achat de 18 cloisons de 36 po de largeur X 56 po de hauteur pour le bureau de Québec	3 925 \$
Groupe C.D.P. inc.	Main d'œuvre pour aménagement du bureau de Québec les 23 et 24 octobre 2009	2 760 \$
Groupe C.D.P. inc.	Démontage et entreposage de la bibliothèque du centre de documentation en prévision du réaménagement du bureau de Québec	2 064 \$
Groupe Renaud & Associés inc.	Programme d'aide aux employés	6 000 \$
Hémoa	Formation pour un cadre	3 750 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4A

4A- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u>		
<ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Konica Minolta Business Solutions (Canada) ltd.	Location d'un photocopieur pour 36 mois pour le bureau de la conciliation à Montréal	4 921 \$
Lyreco (Canada) inc.	Achat de quarante (40) cartons de 10 paquets de 500 feuilles 8 ½ X 11 po.	1 519 \$
Maison du Lac	Aide financière dans le cadre d'une cure de désintoxication suivi par un membre du personnel	1 000 \$
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	Inscription au congrès -- Entente secteur public et parapublic (1 membre de la Commission)	1 035 \$
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	Six (6) inscriptions au congrès annuel	8 021 \$
Le Spécialiste du stylo – Papeterie inc.	Achat de cloisons pour l'aménagement du nouveau bureau de la conciliation à Montréal	4 269 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4A

4A- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Le Spécialiste du stylo – Papeterie inc.	Achat d'un ensemble de cloisons, montage inclus, pour le bureau de Québec (administration)	13 950 \$
Via Rail	Achat de billets économiques Montréal/Québec	5 345 \$
Xérox Canada ltée	Achat de quarante (40) caisses de papier 8 ½ X 11 po.	1 318 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4B

4B- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Association des professionnels en développement économique du Québec (APDEQ)	Location d'un kiosque au salon de l'Association des professionnels en développement économique du Québec (APDEQ)	1 500 \$
Asystel inc.	Achat de bases Para-Post 30 po X 80 po.	1 250 \$
Asystel inc.	Production de 6 affiches pour Para-Post	1 256 \$
Chambre de commerce de Sherbrooke	Organisation, par la Chambre de commerce de Sherbrooke, d'une session d'information sur la Loi sur l'équité salariale pour ses membres	1 000 \$
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique, janvier 2010	2 239 \$
Copiexpress enr.	Impression de 1 000 copies du document « Guide abrégé – Réaliser l'équité salariale »	1 791 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4B

4B- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Copiexpress enr.	Impression de 2 000 copies du Guide d'accompagnement – session de formation	3 095 \$
Copiexpress enr.	Impression de 700 copies du Guide d'accompagnement – session de formation	1 583 \$
Copiexpress enr.	Impression de 2 700 copies du Guide d'accompagnement – session de formation	4 834 \$
Copiexpress enr.	Impression de 3 000 copies du Guide d'accompagnement – session de formation	5 369 \$
Copiexpress enr.	Impression de 2 000 copies du Guide d'accompagnement – session de formation	3 611 \$
Les Éditions Qualité Performance (I.E.) inc.	Publication d'un reportage dans le magazine Entreprendre, janvier 2010	6 500 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4B

4B-	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-----	--

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Fédération des Chambres de commerce de la province de Québec	Kiosque au salon FCCQ, octobre 2009	2 500 \$
Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM)	Location d'un kiosque au Salon Affaires municipales, septembre 2009	2 800 \$
Imprimerie Le Laurentien inc.	Impression de 200 copies du rapport annuel de gestion 2008-2009	2 208 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 200 copies du rapport annuel de gestion 2007-2008	1 899 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 5 000 dépliants « Le respect de la Loi sur l'équité salariale »	1 200 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 1 000 dépliants « Le respect de la Loi sur l'équité salariale »	1 008 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4B

4B- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 1 500 couvertures et de 2 000 dos	2 045 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 2 000 couvertures et dos	1 570 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 1 400 couvertures et de 1 400 dos	1 100 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 3 000 couvertures et dos	1 770 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 500 copies du Plan stratégique 2009-2014	2 590 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 5 000 copies d'une carte postale	1 325 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 4B

4B- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 2 000 couvertures et dos	1 525 \$
Imprimeries Transcontinental, S.E.N.C.	Impression de 7 000 copies d'une carte postale	1 680 \$
J.B. Deschamps inc.	Impression de 2 000 pochettes de presse	2 037 \$
J.B. Deschamps inc.	Impression de 2 000 pochettes de formation	1 938 \$
J.B. Deschamps inc.	Impression de 1 400 pochettes de presse	1 599 \$
J.B. Deschamps inc.	Impression de 2 700 pochettes avec rabat	2 595 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4B

4B- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
J.B. Deschamps inc.	Impression de 7 000 dépliant « Évaluation des emplois – Prendre en compte les caractéristiques des emplois féminins »	1 206 \$
J.B. Deschamps inc.	Impression de 2 000 pochettes	2 019 \$
Ose Design inc.	Création et production du rapport annuel 2007-2008	2 900 \$
Ose Design inc.	Création et production de différents items pour le progiciel	1 500 \$
Ose Design inc.	Production d'un bouton web ainsi qu'une brochure sur le Développement durable	1 750 \$
Ose Design inc.	Contrat pour l'exécution de divers travaux de graphisme	20 000 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 4B

4B- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Publications Industrie & Commerce, Les	Publication d'un reportage de deux pages dans la revue Industrie et Commerce, octobre-novembre 2009	3 510 \$
Publicité Cantin	Achat d'articles promotionnels	2 513 \$
Publicité Cantin	Achat d'articles promotionnels	3 747 \$
Publicité Cantin	Achat d'articles promotionnels	3 778 \$
Société Plan de vol inc.	Contrat pour interventions diverses sur le site web et sur le site intranet de la Commission	10 000 \$
Société Plan de vol inc.	Développer un module permettant l'inscription en ligne pour les sessions de formation offertes par la Commission	8 700 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4B

4B-	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-----	--

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Société Plan de vol inc.	Développer un module « Questions et réponses » pour le site web de la Commission	2 370 \$
Technicolor Services créatifs Canada inc	Réalisation de capsules vidéo d'information et de sensibilisation pour le site web de la Commission et portant sur la Loi sur l'équité salariale	7 000 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4C

- 4C- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Compugen inc.	Renouvellement de licences : 2 Backup Exec Serveur ; 3 Remote Agent ; 1 Agent Exchange ; 1 Agent SQL ; 72 EndPoint Protection	1 834 \$
Compugen inc.	Achats de licences : 5 Windows serveurs clients 2008 ; 15 Microsoft suite Office standard 2007 ; 13 Exchange serveur clients 2010 ; 5 Windows serveurs standard 2010	8 953 \$
Dell Canada inc.	Banque d'heures de soutien informatique	4 930 \$
Dell Canada inc.	Achat d'un logiciel de virtualisation pour serveurs, support et maintenance pour 3 ans	4 538 \$
Dell Canada inc.	Achat de trois (3) ordinateurs portables	2 007 \$
ESI Technologies de l'information inc.	Achat et installation de 2 optimiseurs de bande passante, incluant support annuel	13 938 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat de cinq (5) micro-ordinateurs	3 950 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4C

4C- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Hypertec systèmes inc.	Achat de cinq (5) micro-ordinateurs	3 950 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat d'un serveur Dell PowerEdge 2900 incluant carte Intel Pro 1000 VT, 4 ports	5 578 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat d'une tour de disques Powervault MD2000i avec 2 contrôleurs double-port	8 400 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat de trois (3) commutateurs Powerconnect 6248, 48 ports gigabit	5 985 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat d'un commutateur Powerconnect 6248, 48 ports gigabit	1 995 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat de six (6) micro-ordinateurs	8 148 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4C

4C- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 		
CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Hypertec systèmes inc.	Achat d'un micro-ordinateur	1 358 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat d'un ordinateur portable avec clavier et câble de sécurité	1 452 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat d'un ordinateur portable	1 449 \$
Hypertec systèmes inc.	Achat de dix (10) micro-ordinateurs	9 710 \$
Informatique EBR inc.	Achat de deux (2) projecteurs NEC NP62 Lumens avec port USB	3 260 \$
Informatique EBR inc.	Achat de deux (2) imprimantes Lexmark E260DN	1 188 \$
Informatique EBR inc.	Achat d'un lecteur de bande avec carte IBM et deux (2) câbles	2 458 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4C

<p>4C- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 		
CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Informatique EBR inc.	Achat d'un ordinateur portable	1 210 \$
Informatique EBR inc.	Achat d'un projecteur NEC NP62 DLP 3000 Lumens avec port USB	1 630 \$
Kerr Norton	Achat de cartouches d'imprimante laser Lexmark	1 595 \$
Les Solutions Victrix inc.	Deux banques d'heures de soutien informatique	10 000 \$
Les Solutions Victrix inc.	Banque d'heures de soutien informatique	10 000 \$
Technologie Lanconnect inc.	Fournir et installer panneau de raccordement et câbles pour le bureau de Montréal (réseau et téléphonie)	1 178 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4D

4D- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION)

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Association YWCA	Plan de visibilité au 11 ^e Gala « Femmes de mérite »	1 750 \$
Enveloppes Montréal (2008) inc.	Achat de 60 000 enveloppes identifiées Logo du Québec et Commission de l'équité salariale (pour l'envoi de la lettre aux employeurs pour la formation)	2 155 \$
Enveloppes Montréal (2008) inc.	Achat de 75 000 enveloppes identifiées Logo du Québec et Commission de l'équité salariale (pour l'envoi de la lettre aux employeurs pour la formation)	2 693 \$
Enveloppes Montréal (2008) inc.	Achat de 50 000 enveloppes identifiées Logo du Québec et Commission de l'équité salariale (pour l'envoi de la lettre aux employeurs pour la formation)	1 796 \$
Fas Voyages en liberté centreville enr.	Deux (2) billets d'avion aller-retour Montréal-Gaspé (formatrices)	1 523 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale**COLLABORATION :** Direction de la planification et du développement**VALIDATION:** Secrétariat général (31 mars 2010)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 4D

4D- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION)		
Fas Voyages en liberté centreville enr.	Deux (2) billets d'avion aller-retour Montréal-Rouyn-Val-D'Or-Montréal (formatrices)	1 135 \$
Fas Voyages en liberté centreville enr.	Deux (2) billets d'avion pour Rouyn et deux billets pour Sept-Iles (présidente et responsable des communications)	2 742 \$
Fusepoint services d'infogérance inc.	Apporter les corrections ou modifications au progiciel afin qu'il soit adapté aux besoins des clientèles	10 000 \$
Gestion immobilière Devcorp inc.	Participation de la Commission au réaménagement du centre de conditionnement physique Tonus 200 (pour les employés du 200, chemin Ste-Foy)	3 872 \$
Groupe Symbioz	Conseiller la Commission dans le développement d'une formation en ligne et service d'accompagnement dans ce cadre	10 000 \$
Hôtel Delta Québec	Forfait réunion, rencontre du personnel pour la planification stratégique	2 898 \$
Mobili.T, Le centre de gestion des déplacements du Québec métropolitain	Diagnostic des moyens de transport employés par les salariés de la CÉS dans le cadre du Plan d'action de développement durable 2009-2013	2 100 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 5

5- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat,
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 6

6- Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 7

- 7- Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :**
- la photocopie;
 - les ordinateurs portables;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

- la photocopie;	114 086 \$
- les ordinateurs portables (incluant les garanties);	6 118 \$
- les téléavertisseurs;	0 \$
- le mobilier de bureau;	53 242 \$
- les distributeurs d'eau de source; (nettoyage uniquement)	516 \$
- le remboursement des frais de transport;	92 329 \$
- le remboursement des frais d'hébergement;	78 755 \$
- le remboursement des frais de repas;	40 741 \$
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none">i. au Québec;ii. à l'extérieur du Québec.	36 399 \$ 0 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale**COLLABORATION :** Direction de la planification et du développement**VALIDATION:** Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 8

8- Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

- Le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents :

✓ 15 cellulaires et 10 BlackBerry

- Les coûts d'acquisition des appareils :

✓ Selon l'entente gouvernementale négociée par le CSPQ pour un contrat d'une durée de 3 ans il n'y a aucun coût d'achat.

- Le coût d'utilisation des appareils :

✓ Pour les cellulaires : $22.85 \$ \times 15 \times 12 \text{ mois} = 4\,113 \$$

✓ Pour les BlackBerry : $61.10 \$ \times 10 \times 12 \text{ mois} = 7\,332 \$$

Total 11 445 \$

- Le nom des fournisseurs :

✓ Bell Distribution et CSPQ

- Le coût des contrats téléphoniques :

✓ Aucun contrat en téléphonie mobile.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- b) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- d) le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- h) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- i) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- j) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- k) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) nombre de départs à la retraite anticipée pour les cinq prochaines années ;
- n) le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

a) LE NOMBRE ET LA REPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FEMININ, DES PERSONNES HANDICAPEES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTES CULTURELLES POUR CHAQUE CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

Les prévisions pour 2010-2011 ne sont pas disponibles. Les données présentées sont celles de l'année en cours (2009-2010). Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total** soit 48 personnes pour 2009-2010 excluant le personnel non assujéti à la Loi sur la fonction publique.

Les données de l'année en cours ont été extraites du SAGIP à la paie 25 de l'année financière 2009-2010 (effectif en place au 26 février 2010). À l'exception des données concernant les congés de maladie, le nombre d'heures supplémentaires et les journées de vacances qui sont fournies par les listes d'information du SAGIP à la paie 26 (effectif en place au 12 mars 2010).

La catégorie de personnel « fonctionnaire » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : MESS-DRH -- Direction adjointe des ressources humaines

VALIDATION : Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

Répartition par catégorie d'emploi, sexe et groupe d'âge

Catégories d'emploi	Personnel d'encadrement					
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35	0	0	0	0	0	0
35 ans et +	2	4,2	3	6,3	5	10,5
TOTAL	2	4,2	3	6,3	5	10,5

Inclut 1 employée de la haute direction assujetti par la Loi sur la fonction publique.

Catégories d'emploi	Professionnels					
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35	2	4,2	4	8,3	6	12,5
35 ans et +	5	10,4	21	43,8	26	54,2
TOTAL	7	14,6	25	52,1	32	66,7

Catégories d'emploi	Fonctionnaires					
Groupes d'âge	Homme	%	Femme	%	Total	%
- de 35	0	0	0	0	0	0
35 ans et +	2	4,2	9	18,8	11	22,9
TOTAL	2	4,2	9	18,8	11	22,9

Catégories d'emploi	TOTAL					
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
Total - de 35	2	4,2	4	8,3	6	12,5
Total + de 35	9	18,8	33	68,7	42	87,5
TOTAL	11	22,9	37	77,1	48	100

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge

Catégories d'emploi	Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : MESS-DRH -- Direction adjointe des ressources humaines

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

Catégories d'emploi	Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	0	0	0	1	1
35 ans et plus	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	1

Catégories d'emploi	Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	1	0	0	1
TOTAL	0	1	0	0	1

Catégories d'emploi	TOTAL									
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0	0	0	0	0	1	2,1	1	2,1
35 ans et plus	0	0	1	2,1	0	0	0	0	1	2,1
TOTAL	0	0	1	2,1	0	0	1	2,1	2	4,2

Les données pour les questions b à f concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

b) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL.

Le nombre de jours de maladie fait référence à l'utilisation du code d'absence 120.

CATÉGORIES	2009-2010
Personnel d'encadrement	27,5
Professionnels	333,5
Fonctionnaires	63
Total du Ministère	424

c) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RESERVE DE CONGES MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : MESS-DRH -- Direction adjointe des ressources humaines

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

d) **LE NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLEMENTAIRES REALISEES PAR LE PERSONNEL ET REPARTITION DE LA REMUNERATION DE CES HEURES SUPPLEMENTAIRES.**

CATÉGORIES	2009 – 2010 (heures supplémentaires)				
	Nombre d'heures effectuées au total	Nombre d'heures payées	Coût des heures supplémentaires payées (\$)	Nombre total d'heures compensées	Coût estimé des heures compensées (\$)
Professionnels	2 195,85	1 013,78	42 060,26	1 182,07	44 766,73
Fonctionnaires	677,58	591,08	24 064,12	86,50	3 271,80
Total	2 873,43	1 604,86	66 124,38	1 268,57	48 038,53

e) **LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.**

Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

CATÉGORIES	2009-2010
Personnel d'encadrement	106
Professionnels	626,5
Fonctionnaires	244,5
Total	977

15 jours de vacances n'ont pas été comptabilisés puisqu'ils étaient inscrits sur les listes du SAGIP sous la rubrique « aucune catégorie ».

f) **LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RESERVE DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

g) **LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : MESS-DRH – Direction adjointe des ressources humaines

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

h) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).

Année financière 2009-2010

Catégorie d'emplois	Québec	Montréal	Total
Haute direction	1	0	1
Cadre	4	0	4
Professionnel	25	7	32
Technicien	11	0	11
Total	41	7	48

i) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.

PÉRIODE	CATÉGORIES D'EMPLOI	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Au 26 février 2010	Professionnels	4	2	6

j) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

PÉRIODE	PROFESSIONNELS	FONCTIONNAIRES	TOTAL
Au 26 février 2010	1	2	3

Il n'y a pas de personnel occasionnel qui bénéficie d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Les données des années 2008-2009 et 2009-2010 concernent le personnel régulier ayant un horaire majoré.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : MESS-DRH – Direction adjointe des ressources humaines

VALIDATION : Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

k) EFFECTIF TOTAL AUTORISÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

Au 1^{er} avril 2009 : 74 (63+11 (CT 208031 – juillet 2009))
Au 1^{er} avril 2010 : 82

La ventilation par catégorie d'emploi n'est pas disponible.

l) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATEGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGETAIRES.

Nous ne pouvons répondre à cette demande puisque le niveau des effectifs ne tient pas compte des catégories d'emploi et plusieurs facteurs non connus peuvent influencer les prévisions.

m) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES (PERSONNEL RÉGULIER)

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra pour l'ensemble des ministères et organismes.

n) LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES POUVANT IMMÉDIATEMENT PRENDRE LEUR RETRAITE SANS PÉNALITÉ ACTUARIELLE (PERSONNEL RÉGULIER).

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : MESS-DRH – Direction adjointe des ressources humaines

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 10

10- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et des revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

• **L'emplacement de la location :**

- un emplacement situé au 200, chemin Ste-Foy, 4^e étage, Québec
- un emplacement situé au 500, boul. René-Lévesque Ouest, 7^e étage, Montréal

• **La superficie du local loué (superficie entièrement occupée) :**

- À Québec : 1 189,54 m² (bureau) + 101,30 m² (entrepôt) = 1 290,84 m²
- À Montréal : 633,35 m²

• **Le coût total de ladite location :**

- À Québec : 242 472 \$
- À Montréal : 174 177 \$

• **Les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :**

- 136 881 \$

• **La durée du bail :**

- À Québec : 10 ans (1^{er} mai 2005 au 30 avril 2015)
- À Montréal : 20 ans (1^{er} avril 2008 au 31 mars 2028)

• **Le propriétaire de l'espace loué :**

- À Québec : Devcorp inc.
- À Montréal : 4456050 Canada inc.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 11

11- Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2009 à ce jour.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 12

12- Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 13

- 13- Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du**
- i. ministre;**
 - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 14

14- La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2010-2011 et 2011-2012.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 15

15- Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

**La réponse à cette question
sera transmise par le Conseil du trésor**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 16

16- Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 17

17- Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 18

18- Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 19

19- Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

S/O

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 20

20- Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

La Presse (2 copies)	348 \$
L'Actualité	34 \$
Le Devoir (2 copies)	354 \$
Le Soleil	197 \$
Le Courrier parlementaire (Service quotidien)	1 000 \$
Le Guide du pouvoir (4 copies)	230 \$
Les Affaires	60 \$
Droits de la personne – MAJ # 24, 25 et 26	217 \$
Revue de prévention et de règlement des différends, Vol. # 7	101 \$
Guide pratique accès et protection de l'information – MAJ # 6	58 \$
Accès à l'information – MAJ # 17 et # 18	198 \$
Accès REJB	1 310 \$
Charte canadienne des droits & libertés – MAJ # 16	140 \$
Tribunaux administratifs du Québec – MAJ # 14 et # 15	156 \$
130 Lois refondues du Québec – MAJ # 79	1 195 \$
Gazette officielle du Québec Partie 2 – Lois et Règlements	253 \$
Recueil de politique de gestion (Vol. 5 – MAJ # 72; Vol. 2 – MAJ # 60)	18 \$
Recueil de politique de gestion (Vol. 1 – MAJ # 98; Vol. 7 – MAJ # 62; Vol. 8 – MAJ # 56; Vol. 11 – MAJ # 29; Vol. 12 – MAJ # 30)	57 \$
Journal de Montréal	135 \$
Journal de Québec	161 \$
Protégez-vous (abonnement au site Internet)	27 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels – MAJ # 13 et # 14	1 022 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	865 \$
Revue Relations industrielles	120 \$
SOCAN – Attente musicale 3 lignes	99 \$
Droit du travail express 2009 – SOQUIJ	597 \$
Abonnement 2010 au bulletin électronique L'Express Travail – SOQUIJ	510 \$
The Gazette (2 copies)	574 \$
Lois du travail	57 \$
Code civil du Québec (2 copies)	113 \$
Code du travail (2 copies)	190 \$
Lois du travail (4 copies)	226 \$
Lois sur les normes du travail (2 copies)	190 \$
Code de procédure civile	57 \$
Alter Ego – Chartes des droits de la personne (2 copies)	190 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 21

21- Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :	
<ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - le coût de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - le responsable du contenu sur le site; - la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements? 	
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Première version : Global Internet Deuxième version : Néomédia Troisième version : Plan de vol et Ose Design
Les coûts de construction du site :	Construction : 2 930 \$ (1997-2001) Voir note (1) Réfection : 19 019 \$ (2001-2003) Voir note (2) Réfection totale : 16 620 \$ (2008-2009) Voir note (3)
Les coûts de l'entretien et de la mise à jour :	45 055 \$
Qui est responsable du contenu sur le site :	Johanne Tremblay, Responsable des communications -adjointe à la présidente
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Hebdomadaire ou au besoin
Le nombre de visites (hits) par mois :	10 299 visites
Combien de fois le site a-t-il été refait?	2 fois
Quel a été le coût?	19 019 \$ (1 ^{ère} fois) 16 620 \$ (2 ^{ème} fois)
Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Voir notes (2 et 3)
(1) Construction :	En octobre 1997, la conception du site Internet a été confiée à la firme Global Internet. Cette firme a construit le site à partir des indications données par la Direction des communications au moment de la création de la Commission de l'équité salariale.
(2) Réfection du site :	Une réfection du site par la firme Néomédia a été complétée en octobre 2003 pour tenir compte de l'augmentation des informations à publier sur le site de la Commission. Les modifications permettent un repérage de l'information mieux adapté aux besoins des clientèles de la Commission. Une gestion dynamique de certains contenus facilite la mise à jour de l'information dans plusieurs sections du site, ce qui réduit le temps consacré à l'entretien du site tout en favorisant une plus grande accessibilité des informations sur Internet.
(3) Réfection totale du site :	En 2008-2009, la Commission a revu entièrement la présentation visuelle de son site Web afin d'offrir une image plus actuelle et d'améliorer la convivialité de la navigation. À cette occasion, les divers éléments de la page d'accueil ont été revus ce qui a permis, entre autres, de rendre plus visibles les décisions de la Commission. De plus, la révision du contenu se poursuit dans le but de l'enrichir. La gestion dynamique du site a également été améliorée afin de la rendre plus simple ce qui permettra entre autres, de diffuser plus rapidement les renseignements concernant la Loi et les activités de la Commission pour en soutenir l'application.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 21

21- Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - le coût de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - le responsable du contenu sur le site; - la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements? 		
Coûts reliés au site de la Commission	2009-2010	TOTAL
Construction		
1ère version (Global Internet) Construction et entretien d'un site statique		
2^e version (Néomédia) Réfection du site (gestion dynamique)		
3^e version (Ose Design et Plan de vol) Production d'un nouveau visuel, intégration des contenus et ajout de certains éléments de gestion dynamique Ose Design Plan de Vol		
Entretien et mise à jour Services professionnels : entretien, ajouts, modifications, adaptations de contenus, intégration de fonctionnalités nouvelles Néomédia Société Plan de Vol	2 370 \$ (A) 8 700 \$ (B) 10 000 \$ (C)	21 070 \$
Ajout de modules dynamiques (A) et (B) (A) Questions-Réponses (B) Inscription en ligne à une formation (C) Mise à jour régulière		
Ose Design Création d'un bouton web et création d'une brochure sur le développement durable	1 750 \$	1 750 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale**COLLABORATION :** Direction de la planification et du développement**VALIDATION:** Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 22

22- Nominations, depuis le 1^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Aucune nomination depuis le 1^{er} mai 2009.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 23

23- Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 24

24- Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

Les montants déboursés et les contrats octroyés propres à favoriser la mise en place du gouvernement en ligne en 2009-2010 touchent les améliorations apportées au site Internet de la Commission :

- Ajouts de modules dynamiques avec des éléments visuels : 12 820 \$
 - Questions-Réponses
 - Inscription en ligne
 - Développement durable
- Mise à jour régulière : 10 000 \$
- Formation en ligne : 10 000 \$

La CÉS compte rendre accessible aux employeurs la majorité des modules de formation en ligne d'ici la fin juin 2010.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 25

25- Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010:

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction des Affaires juridiques

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 26

- 26- La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :**
- le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

**La réponse à cette question est incluse
aux questions 1 et 2.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 27

27- La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

**La réponse à cette question sera transmise
par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 28

28- Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

#	Demande de renseignements particuliers
14.	Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.
15.	État de réalisation et des travaux en cours de la Commission.
16.	Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.
17.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .
18.	Nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour et nature des décisions.
19.	Nombre d'autorisations données en 2009-2010 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.
20.	Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.
21.	Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.
22.	Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chapitre VIII de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activités des employeurs.
23.	Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones) pour 2007-2008, 2008-2009 en détaillant les embauches effectués depuis la sanction de la Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale du 29 mai 2009 à aujourd'hui ainsi que les prévisions pour 2010-2011.
24.	Nombre de formations données par la Commission à l'externe depuis l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale sanctionnés le 28 mai 2009.
25.	Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition de la Commission de l'équité salariale et le transfert de ses activités à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse » ainsi que ventilation des économies budgétaires projetées.

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP14

Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.

EXERCICE	RÉMUNÉRATION	FONCTIONNEMENT*	DÉPENSES TOTALES	IMMOBILISATIONS
2009-2010	4 210 554 \$	2 510 536 \$	6 721 090 \$	57 874 \$

* incluant les dépenses d'amortissement

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP15

État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

En plus des travaux habituels reliés à son mandat d'information et de surveillance de l'application de la Loi sur l'équité salariale (information, assistance spécialisée, formation, enquête et conciliation), la Commission a intensifié ses activités afin d'informer sa clientèle des modifications apportées à la Loi sur l'équité salariale en 2009 et des nouvelles échéances du 31 décembre 2010 pour réaliser l'exercice d'équité salariale et du 31 décembre 2011 pour évaluer le maintien. Ainsi, la présidente de la Commission a entrepris une vaste tournée d'information et de formation couvrant toutes les régions du Québec et des équipes de formateurs ont fait de même, pour rejoindre le plus grand nombre d'employeurs possible.

Les principales réalisations de la Commission en 2009-2010 :

Soutien à la clientèle

De nouveaux documents ont été mis à la disposition de la clientèle : *Guide détaillé pour réaliser l'équité salariale et en évaluer le maintien*; Feuillet et Carton sur le respect de la Loi sur l'équité salariale; Vidéo sur le site Web de la Commission *Le décompte est commencé*; Mise à jour du Progiciel pour réaliser l'équité salariale

Aussi, plus de 150 sessions de formations ont été données à plus de 4000 personnes. Plus de 80 000 lettres avaient été envoyées aux employeurs pour les informer des formations.

Partenariat et visibilité

La présidente de la Commission a réalisé une vaste tournée de conférences auprès des employeurs et de partenaires relayeurs. Des conférences ont été aussi données lors d'activités spécifiques (congrès et colloques) organisées par des ordres ou associations professionnelles et associations d'employeurs. Au total, plus d'une trentaine de conférences ont été données et ont permis de rencontrer plus de 1300 personnes.

La Commission a participé également à plusieurs salons et expositions.

Par ailleurs, toujours dans une perspective d'information des modifications apportées à la Loi sur l'équité salariale, des placements publicitaires dans les hebdomadaires et radios régionaux, de même que dans les quotidiens du Québec et principaux sites internet à vocation économique ont été effectués.

Ces activités ont généré une augmentation du nombre de demandes de renseignements et de demandes d'assistance spécialisée à la Commission. Environ 7500 demandes de plus ont été traitées.

Le Comité consultatif des partenaires, composé de membres représentant les employeurs et les personnes salariées syndiquées et non syndiquées s'est réuni à trois reprises.

D'autre part, un partenariat a été réalisé avec le Barreau du Québec afin d'offrir des formations à ses membres. La Commission a de plus poursuivi ses communications avec d'autres ordres professionnels afin de leur fournir des documents et renseignements pour leurs membres.

Gouvernance

La Commission a participé activement aux travaux entourant l'adoption des modifications apportées à la Loi sur l'équité salariale.

Enfin, le plan stratégique 2009-2014 de la Commission est entré en vigueur le 1^{er} avril 2009.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP16

Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de média.

Exercice	Type de média	Employeurs	Travailleuses	TOTAL
2009-2010	Média écrit	265 454 \$	22 104 \$	287 558 \$
	Radio	110 495 \$		110 495 \$
	Internet	116 051 \$		116 051 \$
TOTAL		492 000 \$	22 104 \$	514 104 \$

En 2009-2010, le budget de la Commission a été augmenté afin de lui permettre, entre autres, de réaliser une vaste campagne d'information destinée à informer les employeurs du nouveau délai qui leur est imposé pour réaliser l'équité salariale, soit le 31 décembre 2010. Cette campagne était soutenue par une tournée d'information de la présidente et par une tournée de formation réalisées toutes deux dans toutes les régions du Québec.

Les sommes investies en publicité en 09-10 sont du même ordre que celles investies en 2001-2002, échéance initiale fixée par la Loi. La Commission avait également réalisé une vaste campagne de publicité qui visait alors deux objectifs : faire en sorte que les employeurs respectent le délai qui leur était fixé et informer les personnes salariées de leurs droits.

En 2009, en accordant un nouveau délai aux employeurs, le législateur a suspendu le droit de plainte jusqu'à la fin de ce nouveau délai. La publicité destinée à informer les travailleuses de leurs droits se fera donc dans un deuxième temps soit en 2010-2011.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP17

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la Loi sur l'équité salariale.

En 2009-2010, aucune étude ou sondage n'a été effectuée sur l'état d'avancement des travaux dans les entreprises privées et des secteurs public et parapublic.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP18

Nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour et nature des décisions.

<i>Type de dossier ou de domaine</i>	<i>Type de décisions</i>	<i>Nombre de dossiers</i>	<i>Total</i>
Plaintes			4070
	Irrecevables	982	
	Non fondées	1771	
	Désistements	204	
	Retraits après intervention de la CÉS	496	
	Correctifs demandés	617	
Différends			96
	Irrecevables	12	
	Désistements	20	
	Retraits après intervention de la CÉS	36	
	Correctifs demandés	28	
Enquêtes à l'initiative de la CÉS			92
	Mandats d'enquête	61	
	Cesse d'agir	9	
	Correctifs demandés	15	
	Avis procédures CRT	7	
Vérifications			41
	Avis procédures CRT	8	
	Cesse d'agir	12	
	Correctifs demandés	21	
Rapports présentés dans le cadre du chapitre IX			185
	Approuvés	149	
	Refusés	19	
	Correctifs demandés	17	
Disparités régionales			57
	Approuvés	56	
	Refusés	1	
Comités sectoriels d'équité salariale			6
	Approuvés	6	
	Refusés	0	
Nombre de représentants au sein du comité d'équité salariale		10	10
Prolongation de délai pour l'étalement des ajustements salariaux			6
	Approuvés	2	
	Refusés	4	
Préavis de décision		2142	2142
Applications de décision			205
	Avis procédures CRT	11	
	Cesse d'agir	113	
	Correctifs demandés	81	
GRAND TOTAL :			6910

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 19

Nombre d'autorisations données en 2009-2010 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.

- Aucune autorisation donnée en 2009-2010.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 20

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.

Pour l'année 2009-2010 :

▪ Demandes de renseignements reçues et traitées :	8 859
- de la part d'entreprises (employeurs, consultants, etc.) : 5610	
- de la part de syndicats : 71	
- de la part de personnes salariées : 444	
- Autres : 2734	
▪ Demandes d'assistances spécialisées aux entreprises	820
▪ Demandes de documents d'information (incluant le progiciel)	38 077
▪ Présences à des sessions d'information et de formation	5 666
▪ Consultations du site Internet	123 596
▪ Conciliations :	193
- Dossiers fermés	
➤ plaintes	27
➤ différends	8
- Dossiers en processus de conciliation	
➤ plaintes	146
➤ différends	12

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 21

Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la Loi sur l'équité salariale, aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.

I) Plaintes et état d'avancement	Du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2010	Cumul au 31 mars 2010
Dossiers réglés :		
Sous-total :	1807	4277
Dossiers en traitement :		
		883
TOTAL :		5160

Plaintes déposées entre le 1^{er} avril 2009 et 31 mars 2010: 614

II) Objet des plaintes

L'analyse des données concernant les dossiers de plaintes reçues en 2009-2010 révèle que :

- 405 plaintes sont associées aux services de garde, en très grande majorité, à la contestation de la non-rétroactivité du Règlement destiné aux entreprises qui n'ont pas de catégories d'emplois à prédominance masculine;
- 93 plaintes comportent des allégations selon lesquelles l'exercice d'équité salariale n'est pas complété ou même amorcé;
- 58 plaintes portent sur le non-respect du maintien de l'équité salariale;
- 8 plaintes invoquent la mauvaise foi, les agissements arbitraires ou discriminatoires ou la négligence grave au cours de la réalisation de l'exercice d'équité salariale;
- 8 plaintes sont motivées par une évaluation déficiente;
- Les 42 autres plaintes sont portées sous différents autres motifs dont aucun ne regroupe au moins cinq cas.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 22

Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chapitre VIII de la Loi sur l'équité salariale, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activité des employeurs.

Aucune amende n'a été imposée en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 23

Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones) pour 2007-2008, 2008-2009 en détaillant les embauches effectués depuis la sanction de la Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale du 29 mai 2009 à aujourd'hui ainsi que les prévisions pour 2010-2011.

Les effectifs réguliers :	48
Personnes nommées par le gouvernement :	<u>2</u>
Total :	50

Nombre de femmes :	37(+2)
--------------------	--------

Nombre de personnes handicapées :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes membres des communautés culturelles :	1
--	---

Nombre de personnes autochtones :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes anglophones :	1
-----------------------------------	---

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 24

Nombre de formations données par la Commission à l'externe depuis l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale sanctionné le 28 mai 2009.

Nombre de formations offertes du 28 mai 2009 au 31 mars 2010 : **154**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP25

Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition de la Commission de l'équité salariale et le transfert de ses activités à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse » ainsi que ventilation des économies budgétaires projetées.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

**Demande de renseignements particuliers
du deuxième groupe d'Opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Table des matières

#	Demande de renseignements particuliers du 2 ^e groupe
2.	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait parti le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
3.	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010 indiquer : <ul style="list-style-type: none">a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
9.	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : <ul style="list-style-type: none">a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

de fiche : RP 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 3

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010 indiquer :

- a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
- d. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;

S/O

- b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;

Carol Robertson, commissaire, 10 juin 2009 au 10 juin 2012.

- c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;

Aucune nomination au cours de l'année 2009-2010.

- d) Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 9

Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :

- a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;**
- b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;**
- c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;**
- d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.**

Outre les 32 rencontres effectuées par la présidente lors de sa tournée d'information au cours desquelles elle a rencontré 1 300 employeurs, 63 autres rencontres, comités de travail, réunions et séances décisionnelles ont été tenues par le bureau de la présidente, dont plusieurs, avec des partenaires.

Les frais afférents de ces 63 autres rencontres totalisent : 9 578 \$.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général (31 mars 2010)